

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3
Ordre juridique de l'Union européenne
CM de M. Nicolas Brémand
Licence 3 – Semestre 1

Syllabus

Résumé : Ce cours s'attache à dégager tous les traits du droit de l'Union européenne qui s'appliquent de manière générale à tous les secteurs de son action et qui permettent finalement de comprendre ce que sont une organisation et un processus d'intégration. L'originalité première de l'intégration communautaire consiste à avoir mis en place, au-delà d'une organisation très particulière, un ordre juridique. C'est ensuite avec l'étude de la structure de cet ordre, ses bases, ses sources, puis l'analyse de son statut, c'est-à-dire les principes régissant sa portée, vis-à-vis de l'ordre juridique des États membres comme vis-à-vis des particuliers, et les voies de droit assurant son autorité qu'on abordera l'ordre juridique de l'UE.

Introduction

Section 1 : L'identité d'un ordre juridique

§1. Les définitions

§2. Les approches théoriques de l'ordre juridique

A. Approche normativiste : Hans Kelsen : théorie pure du droit ; trad. Eisenmann, Dalloz, 62,99 (n'est plus au catalogue)

B. Approches non normativistes

§3. Les caractères d'un ordre juridique

A. Caractères généraux

B. Caractères particuliers de l'ordre européen

Section 2. La pluralité des ordres juridiques

§1. La question de la pluralité d'ordres juridiques

§2. La gestion de la pluralité d'ordres juridique

A. L'alternative classique : le réflexe hiérarchisant

B. Les perspectives nouvelles du pluralisme juridique

Chapitre 1 : Les principes fondateurs et le système des compétences

Section 1. Les principes fondateurs de l'Union et de l'intégration européenne

§1. Les principes fondateurs de l'Union européenne

A. Identification

B. Signification

C. Statut et fonction juridique

1. Une communauté de principes conditionnant l'adhésion
2. Une communauté de principes conditionnant la pleine appartenance

§2. Les fondements essentiels de l'intégration « communautaire »

A. Identification

B. Signification

C. Une portée juridique ambiguë

1. Irréversibilité

2. Supériorité : la question de la supraconstitutionnalité

Section 2. Le système des compétences

§ 1. L'attribution des compétences

A. Les compétences conférées

B. Les compétences reconnues

1. Les compétences de prolongement (compétences implicites)
2. Les compétences de complément (compétences dites subsidiaires)

§ 2. La répartition des compétences

- A. La concurrence des compétences
 - 1. Le principe de préemption
 - a) La théorie classique de la préemption : le principe de substitution
 - b) Le traité de Lisbonne et la régression
 - 2. Le principe de subsidiarité
 - a) Une signification ambiguë
 - b) Une application incertaine
- B. L'exclusivité des compétences
 - 1. L'exclusivité de l'Union
 - 2. L'exclusivité de compétences des Etats membres

Chapitre 2 : Les sources du droit de l'Union européenne

Section 1. Les actes de droit de l'Union européenne

§ 1. Les sources primaires

- A. La composition du droit primaire
 - 1. La diversité des sources primaires
 - a) Vision d'ensemble
 - b) Situation actuelle
 - 2. La cohérence entre les sources primaires
- B. Le statut juridique du droit primaire
 - 1. La nature du droit primaire
 - 2. Le régime juridique du droit primaire
 - a) La suprématie
 - b) La rigidité
 - 1°) L'évolution de la procédure ordinaire
 - 2°) L'existence de procédures simplifiées

§ 2. Les sources dérivées

- A. Les sources classifiées
 - 1. Le règlement
 - 2. La directive
 - a) Une obligation absolue de résultat
 - b) Une liberté relative quant à la forme et aux moyens
 - 3. La décision
 - 4. Les recommandations et les avis
- B. Les sources non classifiées et les cas particuliers
 - 1. Les actes non prévus
 - 2. Les actes interinstitutionnels
 - 3. Les actes atypiques

4. Les actes des anciens 2° et 3° piliers

§ 3. Les sources externes du droit de l'Union européenne

- A. Les sources externes liées aux accords externes conclus par l'Union
- B. Le positionnement par rapport à l'ordre international

§ 4. Les sources complémentaires du droit communautaire

- A. L'identification des sources complémentaires du droit de l'Union européenne
- B. La position des sources complémentaires dans l'ordre de l'Union

Section 2. Les principes généraux

§ 1. L'origine des principes généraux du droit de l'Union européenne

- A. L'inspiration internationale
- B. L'inspiration nationale
- C. L'inspiration logique

§ 2. La reconnaissance des principes généraux du droit de l'Union

§ 3. La portée des principes généraux du droit de l'Union

§ 4. Les principes généraux et les droits fondamentaux

- A. Le développement d'une protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne
- B. Le renouvellement de la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne
 - 1. Les limites du dispositif
 - 2. L'adoption d'une Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
 - 3. Le traité établissant une Constitution et le traité de Lisbonne
 - a) Le traité constitutionnel
 - b) Le traité de Lisbonne

Chapitre 3 : La portée vis-à-vis de l'ordre juridique des Etats membres

Section 1. L'autonomie du droit de l'Union européenne

§ 1. Importance

§ 2. Signification

§ 3. Dimensions

Section 2. L'intégration immédiate de l'Union européenne

§ 1. Problématique générale

§ 2. L'intégration immédiate des différentes sources du droit de l'Union

A. Le cas du droit primaire : la neutralisation du dualisme

B. Le cas du droit dérivé : la prohibition du dualisme

Section 3. La primauté du droit de l'Union européenne

§ 1. Le principe communautaire classique de la primauté

A. Le fondement de la primauté

B. La portée de la primauté

1. Une portée générale

2. Une portée interne

a) Problématique générale

b) Le rôle des juges nationaux

c) Implications particulières

§ 2. La primauté du droit de l'Union sur le droit français

A. Droit de l'Union et actes administratifs

B. Droit de l'Union et actes législatifs

C. Droit de l'Union et Constitution française

1. Problématique générale

2. Le contrôle du Conseil constitutionnel

a) la période classique : l'indifférenciation :

b) L'approche spécifique : 2004 :

c) La systématisation : 2006

3. La position du Conseil d'Etat

a) L'ambiguïté

b) La provocation

c) La logique de la coopération juridictionnelle

4. L'ouverture de la Cour de cassation

5. La QPC (Question prioritaire de constitutionnalité)

et le droit de l'Union européenne

Chapitre 4 : La portée vis-à-vis des particuliers

Section 1. La portée directe : l'invocabilité de mise en application

§ 1. La substance de l'effet direct

- A. Définition de l'effet direct
- B. Typologie des effets directs

§ 2. La reconnaissance de l'effet direct

- A. Les critères généraux de reconnaissance de l'effet direct
- B. L'effet direct des différentes sources de droit de l'Union

1. La prise en compte de la nature et de la fonction de

l'acte

a) Le règlement

b) Les décisions adressées aux particuliers

2. La prise en compte du contenu de l'acte

3. La prise en compte du contenu de l'acte corrigée

selon la nature de l'acte

Section 2. L'invocabilité de prise en considération

§ 1. L'invocabilité de régularisation du droit national

- A. L'invocabilité d'interprétation conforme
- B. L'invocabilité d'exclusion

§ 2. L'invocabilité de réparation

- A. Le fondement de la responsabilité des Etats membres
- B. L'engagement de la responsabilité des Etats membres
- C. Le régime de la responsabilité des Etats membres

Chapitre 5 : Le respect du droit de l'Union européenne par ses institutions

Section 1. Le contentieux de la légalité

§ 1. Le recours en annulation (article 263 TFUE)

- A. les conditions de recevabilité
 - 1. Les conditions relatives à l'acte attaqué
 - 2. Les conditions relatives au requérant
- B. Les cas d'ouverture
 - 1. Les moyens de légalité externe
 - 2. Les moyens de légalité interne
- C. Le contrôle et l'arrêt de la Cour

§ 2. L'exception d'illégalité (article 277 TFUE)

- A. La nature d'exception
- B. L'Objet de l'exception
- C. Les titulaires du droit de soulever l'exception

§ 3. Le recours en carence (article 265 TFUE)

Section 2. Le contentieux de l'indemnité

§ 1. Les conditions de recevabilité du recours en responsabilité

§ 2. Les difficultés d'imputabilité du préjudice

- A. Agents et Union
- B. Etats membres et Union

§ 3. Les conditions d'engagement de la responsabilité

A. Le régime général

1. Le type de responsabilité : l'exigence d'illégalité et de faute.

2. Les autres critères

B. Le régime de responsabilité applicable à l'activité juridique

1. La jurisprudence classique : le critère de l'acte normatif

2. La jurisprudence actuelle : le critère de la marge d'appréciation

Chapitre 6 : Le respect du droit communautaire par les Etats membres

Section 1. La notion de manquement

§1. Conception extensive quant à la nature des obligations violées

§2. Conception extensive quant à la nature de la violation

§3. Conception extensive quant à l'auteur de la violation

§4. Conception restrictive quant à la justification du manquement

Section 2. La constatation du manquement

§ 1. La procédure CECA (pour mémoire)

§ 2. Les procédures des traités de Rome et de Lisbonne

A. L'engagement de la procédure

B. La conclusion de la procédure

Section 3. La sanction du manquement

Chapitre 7 : Le respect de l'uniformité du droit de l'Union

Section 1. L'objet du renvoi préjudiciel

§ 1. Les objectifs de la procédure

§ 2. Les actes susceptibles de renvoi

Section 2. Les conditions du renvoi préjudiciel

§ 1. Dans quel cas y-a-t-il obligation de renvoi ?

§ 2. Dans quel cas un juge peut-il écarter une obligation de renvoi ?

Section 3. La portée des arrêts préjudiciels